



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Mission permanente du Grand-Duché de Luxembourg
auprès de l'Office des Nations Unies
et des organisations internationales à Genève

100^{ème} session du Conseil de l'OIM

Discours de
Monsieur Nicolas SCHMIT

Ministre du Travail, de l'Emploi et de
l'Immigration
du Grand-Duché de Luxembourg

Genève, le 7 décembre 2011

Monsieur le Directeur Général,
Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs,

Le Luxembourg se rallie pleinement à la déclaration faite par la Pologne au nom de l'UE et de ses Etats membres.

Nous nous félicitons de l'occasion fournie par cette 100^{ème} session de notre Conseil pour célébrer le 60^{ème} anniversaire de notre organisation et pour procéder à un état des lieux et à un examen des défis futurs en matière de migration.

Le Luxembourg salue l'accession à l'OIM d'un nombre important de nouveaux Etats membres ce qui souligne le caractère chaque fois plus universel de notre organisation.

Le Luxembourg se félicite de l'excellente coopération avec l'OIM – surtout dans les Balkans. A cet effet nous avons conclu un accord de coopération.

Cette année, nous avons été confrontés à des crises humanitaires graves et inattendues. Je pense en particulier à ce qui s'est passé en Libye, en Côte d'Ivoire et dans la Corne de l'Afrique autant de crises nouvelles qui s'ajoutent à celles qui continuent notamment en Afghanistan, au Pakistan, en Irak, en Haïti et dans la République Démocratique du Congo.

Jamais, auparavant, il n'y a eu autant de migrants dans le monde. Selon les données fournies par notre organisation, nous comptons 214 millions de migrants internationaux, auxquels il faut ajouter 740 millions de migrants internes, soit près de 1 milliard de personnes au total. La majeure partie de ces migrants se trouvent dans les pays du sud.

Les causes de migration sont multiples et complexes. Il y a d'abord les catastrophes naturelles et les conflits créés par l'homme. Un nombre croissant de personnes sont frappées par la persécution, la discrimination ou encore des menaces physiques de toutes sortes. S'y ajoute le rôle moteur des médias sociaux, la persistance des déficits démographiques et des pénuries de main d'œuvre dans la plupart des pays développés marqués par le vieillissement de la population enfin la croissance démographique et un excédent de main d'œuvre en constante progression dans le monde en développement.

Les crises économiques et financières, la crise alimentaire et la crise sociale ne manquent pas d'aggraver les conditions de vie de dizaines de millions d'habitants de notre planète. Toutes ces crises conduisent un nombre important d'êtres humains à se mettre en mouvement pour trouver ailleurs de meilleures perspectives d'existence, parfois même au risque de leurs vies.

Chaque année, dans les pays en développement en particulier les plus pauvres, quelque 50 millions émigrent de la campagne vers les villes. L'exode rural renforce le phénomène de l'urbanisation sauvage et incontrôlée. La crise alimentaire de 2008 a déclenché un processus de conscientisation qui devrait conduire à revaloriser et à relancer l'agriculture vivrière et à soutenir notamment les petits paysans. Il importe d'appuyer le secteur de l'agriculture de manière substantielle et durable afin d'arriver à une meilleure stabilisation de la population rurale, une réduction de la migration vers les villes, respectivement une réduction de l'émigration. Une telle stratégie serait au service du développement et aurait également comme effet de réduire la pauvreté, la faim et la malnutrition, de relancer la croissance économique et de créer des emplois.

Je voudrais aussi rendre hommage à ces peuples du monde arabe qui ont écrit une nouvelle page d'histoire en ouvrant une perspective nouvelle à la démocratie. Ce sont surtout les jeunes qui ont courageusement mené ce combat. Nous – pays européens – nous partageons aujourd'hui une responsabilité à l'égard de la consolidation des nouvelles démocraties : notre réponse doit être un soutien au développement économique et social permettant la création d'emplois et non pas la fermeture des frontières et le repli. A cet effet, nous devons poursuivre activement un dialogue sur les questions migratoires.

La crise écologique planétaire et le problème des changements climatiques font peser la menace d'une multiplication à l'avenir des réfugiés climatiques. La Conférence de Durban peine à aboutir aux résultats indispensables attendus alors que l'urgence d'une action forte de la communauté internationale n'est plus à démontrer. Les changements climatiques touchent le plus sévèrement les pays fragiles et nous nous devons de réagir, tant au niveau de la prévention que de la prise en charge des personnes vulnérables touchées par ces catastrophes.

L'action de toutes les organisations humanitaires tant gouvernementales que non gouvernementales est plus indispensable que jamais. En même temps et surtout en ces temps de crises, nous devons rationaliser au maximum nos moyens tant financiers que matériels et éviter tout double emploi. Une coopération et une coordination la plus étroite possible entre toutes les organisations humanitaires est nécessaire. Nous invitons l'OIM à poursuivre et à renforcer sa collaboration en particulier au sein d'OCHA et du Comité inter-agences.

Pour terminer, je voudrais tout particulièrement saluer l'action dynamique et lucide que mène notre Directeur général, M. Lacy Swing à la tête de notre organisation.